

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/25/14 du 29.07.2024

ACCORD-CADRE COMPOSITE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Marché de Maintenance des Installations Thermiques des sites de la CCI Alsace Eurométropole

Consultation n°2025/CONSU/14 du 29 juillet 2025

**CCI ALSACE EUROMETROPOLE
14 rue de la Haye – Schiltigheim
CS 10066 - 67012 STRASBOURG CEDEX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - FORME ET CONTENU DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE – PRISE D’EFFET	6
ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES	6
ARTICLE 6 - APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE.....	6
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES CONTRACTANTS	7
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE.....	8
ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES	16
ARTICLE 10 – ENGAGEMENTS.....	21
ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX.....	22
ARTICLE 12 - REVISION DES PRIX DES PRESTATIONS	24
ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	25
ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE	29
ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT	29
ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE.....	30
ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES	30
ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE	31
ARTICLE 19 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES	34
ARTICLE 20 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	34

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Le présent accord-cadre composite a pour objet de faire assurer par le TITULAIRE pour le compte de la CCI ALSACE EUROMETROPOLE désignée par l'ACHETEUR :

- ⇒ La conduite, la surveillance et l'entretien courant,
 - ⇒ La maintenance corrective
- des installations techniques des sites suivants :

N°	Site	Adresse	Energie
1	Siège bâtiment 8	8 rue du 17 novembre - Mulhouse	Gaz naturel
2	Bâtiment 9	9 rue du 17 novembre - Mulhouse	Gaz naturel
3	Bâtiments 11 et 12	11 et 12 rue du 17 novembre - Mulhouse	Électricité
4	Bâtiment Wallach	Boulevard Alfred Wallach - Mulhouse	Gaz naturel
5	Campus Mulhouse	15 rue des Frères Lumières – Mulhouse	Chauffage urbain
6	Business Campus	15 rue des Frères Lumières – Mulhouse	Chauffage urbain
7	Campus Colmar	4 rue du Rhin - Colmar	Gaz naturel
8	Hôtel Consulaire	1 place de la Gare -Colmar	Chauffage urbain

L'accord-cadre composite est composé en 2 lots géographiques :

Lot	Désignation
1	Sites de Mulhouse
2	Sites de Colmar

Lot	N°	Site
1	1	Siège bâtiment 8
	2	Bâtiment 9
	3	Bâtiments 11 et 12
	4	Bâtiment Wallach
	5	Campus Mulhouse
	6	Business Campus
2	7	Campus Colmar
	8	Hôtel Consulaire

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.2 La liste des installations est détaillée en annexe 1 du CCTP.

1.3 Les conditions spécifiques d'exploitation, la liste des installations concernées et le contenu des prestations, sont précisées dans le CCTP.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- + L'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes financières, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- + La Pièce Financière « DPGF_BPU »,
- + Le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- + Le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et son annexe :
 - o annexe CCTP : Maintenance préventive,
- + Le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- + Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- + L'offre du titulaire et notamment le cadre de réponse, dont les éléments deviennent contractuels par la signature du marché.

ARTICLE 3 - FORME ET CONTENU DES PRESTATIONS

3.1 TYPE DU MARCHE D'EXPLOITATION :

Le Marché de maintenance regroupe l'exploitation des installations thermiques.

3.2 MODIFICATION DU PERIMETRE / CLAUSE DE REEXAMEN :

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :

- ✓ en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
- ✓ en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
- ✓ si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

Modification de patrimoine :

Nouveau bâtiment :

L'ACHETEUR aura la possibilité d'intégrer de nouveaux bâtiments dans le périmètre du marché dans la limite des seuils réglementaires. Le TITULAIRE fera une proposition commerciale. En cas d'accord, cette modification sera validée par un avenant. L'ACHETEUR se réserve le droit de ne pas donner suite ou de confier le nouvel équipement à un autre prestataire.

C2E :

Les Certificats d'Economie d'Energie issus de travaux réalisés par le TITULAIRE ou par l'ACHETEUR restent propriété de l'ACHETEUR. Les modalités de valorisation de ces Certificats d'Economie d'Energie pourront être discutées avec le TITULAIRE.

Dans tous les cas, le TITULAIRE assistera l'ACHETEUR pour la constitution des dossiers de demande de valorisation.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ – PRISE D’EFFET

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre composite est conclu à compter de sa notification jusqu'au 31 mars 2027.

La date prévisionnelle de notification est le 15 octobre 2025.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre composite est reconduit Tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2.

La durée de chaque période de reconduction est d'1 an.

La date de fin ultime de l'accord-cadre composite est le 31 mars 2029.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES

Maintenance préventive : la fréquence de la maintenance préventive des installations est détaillée Annexe_CCTP_maintenance_préventive

Pour les équipements sous pression, le TITULAIRE constituera le dossier technique initial et mettra à jour les dossiers d'exploitation.

Le Titulaire devra informer, dans un délai d'un mois, de toute modification des normes et réglementation ayant un impact sur les installations dont il a la charge.

Le Titulaire devra informer, dans un délai d'un mois, de la conformité de la liste ci-dessus aux exigences réglementaires.

Le TITULAIRE assistera également l'ACHETEUR pour les contrôles restant à la charge de l'ACHETEUR.

ARTICLE 6 - APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE

La fourniture d'électricité et de gaz naturel nécessaire à la pompe à chaleur et à la production gaz est assurée par l'ACHETEUR. Le TITULAIRE est néanmoins responsable de la performance de la pompe à chaleur (COP) et de la mixité PAC/chaufferie gaz et de la performance des chaudières gaz naturel.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES CONTRACTANTS

7.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE :

Il assurera, dans les conditions définies au C.C.T.P., pendant les périodes contractuelles définies à l'article 14 du présent CCAP ou sur ordre de service émis par l'ACHETEUR :

- L'optimisation technique et économique de la mixité énergétique des productions
- La conduite et l'équilibrage de la chaufferie, des installations de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement d'air,
- L'entretien des installations de climatisation,
- Le suivi sanitaire des installations de production d'eau chaude sanitaire,
- La fourniture et la mise en œuvre des produits de traitement d'eau de réseau chauffage et d'eau glacée,
- Le dépannage et l'entretien courant des installations,
- La fourniture et la mise en œuvre des produits et consommables nécessaires aux prestations
- Les prestations de maintien en bon état de fonctionnement, de remise en état et de renouvellement des installations,
- Les contrôles définis au C.C.T.P.,
- Les contrôles selon l'article 5 du présent CCAP,
- Si les locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le Titulaire doit le signaler à l'ACHETEUR,
- L'exploitation des installations de télégestion/télésurveillance/GTC

Un procès-verbal de prise en charge des installations sera établi dans le mois suivant la prise d'effet du Marché.

Le TITULAIRE s'engage à laisser les installations en état de bon fonctionnement à l'issue de la période couverte par le Marché de maintenance.

Ce constat sera effectué en commun avec l'ACHETEUR et le TITULAIRE, six mois avant l'échéance du Marché. Le TITULAIRE mettra à disposition un technicien à disposition pour effectuer les visites.

Pendant le dernier mois du marché, le TITULAIRE assurera la formation des nouveaux intervenants du nouveau Prestataire en lui transmettant les dossiers, les plans, les codes d'accès, les procédures, les consignes de réglages, les spécificités de l'exploitation et tous les éléments nécessaires à la prise en charge.

Le TITULAIRE est responsable des installations durant toute la durée du Marché et il lui appartient de mettre à disposition de l'ACHETEUR, le personnel en quantité et qualification adaptées aux installations à exploiter :

- Production et distribution de chaleur,
- Production et distribution d'eau glacée
- Production et distribution d'eau chaude sanitaire.
- Ventilation et climatisation
- Traitement d'eau des réseaux de chauffage et d'eau glacée
- Gestion technique centralisée

À tout moment, l'ACHETEUR se réserve le droit de contrôler les compétences du personnel

du TITULAIRE.

Un mois après la réception de la notification du marché le TITULAIRE fournira à l'ACHETEUR la liste de l'ensemble du personnel appelé à intervenir sur le site (y compris dans le cadre de l'astreinte), pour un agrément.

En cas de refus, le TITULAIRE proposera un nouvel intervenant pour un nouvel agrément. Il en sera de même pour tout nouvel intervenant au cours du contrat.

7.2 OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR :

L'ACHETEUR mettra à la disposition du TITULAIRE les installations définies à l'annexe 1 du CCTP et les locaux définis à l'article 3 du CCTP.

L'ACHETEUR fournira gratuitement au TITULAIRE l'eau et les énergies nécessaires au bon fonctionnement des installations. Le TITULAIRE sera toutefois tenu responsable des consommations anormales ou excessives d'eau froide, sauf celles dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

L'ACHETEUR maintiendra les installations conformes aux clauses législatives et réglementaires en vigueur sur indication du TITULAIRE qui sera tenu de lui signaler en temps utile tout nouveau texte officiel provoquant une modification quelconque des installations. L'ACHETEUR fait son affaire personnelle de l'assurance de tous les risques inhérents à la qualité de propriétaire des bâtiments et installations mis à la disposition du TITULAIRE, notamment les risques d'incendie, foudre, explosion, dégâts des eaux ou causes extérieures à l'installation.

L'ACHETEUR conservera à sa charge l'entretien et le renouvellement des installations non comprises dans le présent Marché selon les limites détaillées à l'annexe 2 du CCTP.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE

8.1 OBLIGATIONS DE RESULTAT :

8.1.1 Chauffage

Le C.C.T.P. définit les températures contractuelles des bâtiments, en régime normal et ralenti, les horaires d'application des différents régimes, les conditions de mesures de ces températures.

En vue d'assurer un contrôle des températures, l'ACHETEUR pourra exiger du Titulaire la fourniture d'appareils mobiles de contrôle.

8.1.2 Eau chaude sanitaire

La fourniture sera assurée en permanence.

8.2 ENERGIES :

8.2.1 Suivi des consommations

Le suivi des consommations des énergies utilisées fera l'objet de vérification.

A cette fin, ces éléments devront être consignés dans le journal de bord des installations.

Le TITULAIRE prend en charge la fourniture et la pose des différents compteurs qui ne sont pas encore en place et sont nécessaires au suivi.

Le TITULAIRE fera assurer le contrôle annuel des différents compteurs de chaleur existants par le constructeur ou un organisme agréé.

8.2.2 Contrôle des températures

Le Titulaire mettra à la disposition de l'ACHETEUR, appareils, enregistreurs de température, permettant aux deux parties d'assurer un meilleur suivi de l'utilisation de l'énergie.

8.2.3 Optimisation des consommations

Le TITULAIRE s'engage à optimiser en permanence les consommations énergétiques des bâtiments. A ce titre, il conseillera l'ACHETEUR lors de travaux de rénovation ou d'extension

8.2.4 Ajout ou suppression de matériel, modification de fonctionnement

Tout ajout ou suppression de matériel, toute variation significative de la fréquentation ou toute modification de fonctionnement entraînant une variation significative des consommations d'énergies et combustibles fera l'objet d'un avenant validé par les deux parties.

8.3PRESTATIONS

8.3.1 Traçabilité, reporting

Le TITULAIRE remplit pour chaque installation un journal de marche conservé dans chaque local technique.

Dans chaque journal sont consignées toutes les opérations d'exploitation, de conduite et d'entretien, les incidents éventuels, les rondes effectuées, les valeurs relevées de température, de pression, de comptage, etc...

L'ACHETEUR se réserve le droit de consulter ces documents à tout moment.

Le TITULAIRE s'oblige à informer dans les plus courts délais, par tous moyens appropriés, le Responsable du service Patrimoine de l'ACHETEUR, des incidents survenus dans la conduite ou sur les installations ainsi que de toutes difficultés d'exploitation rencontrées.

8.3.2 Suivi des consommations

Le Titulaire devra remettre à l'ACHETEUR à la fin de chaque saison de chauffe, un état des consommations réelles des énergies utilisées pendant l'exercice écoulé. L'ACHETEUR pourra exiger, à l'appui de ces états, tous justificatifs permettant d'en vérifier l'exactitude (factures de fournisseurs...)

8.3.3 Contrôle des prestations

L'ACHETEUR pourra à tout moment procéder à toutes les vérifications et faire contrôler les installations par son personnel ou un organisme habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire.

8.3.5 *Permanence*

Le Titulaire indiquera à l'ACHETEUR, le numéro de téléphone ou en cas d'urgence, pourra être joint en permanence, de jour et de nuit, un représentant qualifié du Titulaire.

8.3.6 *Réunion trimestrielle*

Suivant un planning établi conjointement, les deux parties se rencontreront trimestriellement au cours de la première année pour examiner les critères de qualité d'exploitation, de faire le bilan provisoire sur la période écoulée, ainsi que les points à traiter de la nouvelle période à venir. En suite les rencontres se feront de préférence une fois par an pour faire le bilan de l'année écoulée.

Au cours de cette réunion, le TITULAIRE présentera au minimum :

- Le bilan de la période écoulée
- Le bilan énergétique complet
- Le bilan de la mixité des productions
- le suivi des actions correctives en cas de sous-performance des installations
- Le coefficient de performance de la pompe à chaleur
- Le bilan des actions au titre du poste P2 optimisation énergétique
- L'avancement des actions en cours
- Les difficultés rencontrées au cours de la période écoulée

8.3.7 *Réunion annuelle*

Une réunion annuelle dont la date sera déterminée entre les deux parties, mais en tout état de cause qui se situera au plus tard 3 mois après la fin de l'exercice, est prévue.

Au cours de cette réunion, les parties feront le bilan de la saison écoulée et envisageront éventuellement des mesures pour améliorer la gestion quotidienne de ces dits bâtiments.

Le rapport respectera le contenu suivant (dans l'ordre indiqué) :

- Présentation entreprise et intervenants
- Nature du contrat (nom du site, N° de contrat, début fin de marché, nature des prestations)
- Energie
 - Consommations de l'année de chauffe + DJU
 - Consommations ECS
 - Comparatif aux années passées (à partir de l'année 2)
 - Explication des évolutions (KWh/DJ en fonction des années)
 - Présentation du calcul Intéressement et du respect des engagements énergétiques
 - Consommations électriques

- Evolution du coût des énergies
 - Le coefficient de performance de la PAC
 - Le calcul de la mixité
 - Le taux de panne,
 - La durée des arrêts et nombre d'heures de fonctionnement de la PAC
 - Les pièces changées,
 - La nature de la maintenance (préventif, curatif),
 - Les perspectives de maintenance (notamment les pièces à changer pour les années à venir).
-
- Maintenance P2
 - Tableau de suivi des opérations de maintenance préventive
 - Tableau de l'ensemble des contrôles réglementaire
 - Liste des interventions curatives (tableau de synthèse)
 - Analyse d'eau (présentation sous forme de tableau comparatif aux 3 dernières années et commentaires et actions correctives mises en place)
 - Disconnecteurs (signaler lieu, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Froid et pompe à chaleur (signaler lieu, nature du fluide, quantité, Teq CO2, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Rapport bureau de contrôle
 - Contrôle étanchéité circuit contenant fluide frigorigène
 - Rapport de la visite du constructeur
 - Certificat de Ramonage (signaler lieu, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Rejet Atmosphériques (signaler lieu, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Efficacité énergétique des chaudières selon article R224-31 (signaler lieu, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Contrôle étanchéité gaz (signaler lieu, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Contrôle et nettoyage de la filtration (signaler lieu, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Contrôle des Clapets Coupe-Feu (signaler lieu, date et observation, mettre justificatif en annexe numérotée)
 - Listing du matériel à jour
 - Risques sécuritaires
 - Les actions de conduite mises en œuvre pour optimiser les consommations énergétiques des site (chaleur, froid et électricité)
 - Les opérations de maintenance préventive prévues pour le prochain exercice
 - Travaux
 - Ensemble des travaux réalisés sur la saison de chauffe
 - Travaux d'améliorations possibles, plan de progrès pour la saison suivante
 - Synthèse des événements marquants d'exploitation
 - La mise à jour du plan de crise

Les données nécessaires au suivi annuel seront transmises à l'ACHETEUR au plus tard 1 mois avant la réunion annuelle.

L'ACHETEUR pourra exiger des éléments d'information complémentaires. Sur simple demande, le Titulaire transmettra les factures des fournisseurs de matériel et des sous-traitants.

8.3.8 Traçabilités complémentaires

Le TITULAIRE s'engage également à mettre en place la traçabilité suivante :

- Un accès internet pour le suivi des interventions
- Un accès internet pour le suivi des consommations énergétiques, des compteurs et des marche/arrêt avec historisation des données
- Les livrets de chaufferie et de sous-station
- Les carnets sanitaires pour les installations avec production d'ECS centralisée
- Un carnet de suivi pour les installations contenant du fluide frigorigène
- Le carnet de suivi des installations de ventilation et d'extraction
- Un tableau de suivi du remplacement des filtres
- Les livrets de sécurité seront complétés à chaque intervention, selon la réglementation en vigueur.
- Au cours de l'année 1 :
 - L'identification des locaux par circuit de chauffage
 - L'identification des locaux par CTA
 - L'identification par CTA des caractéristiques techniques et les caractéristiques des filtres
 - L'identification des réseaux par code couleur, basse T°, haute T° et retour

8.3.9 Dématérialisation des documents

Sur demande de l'ACHETEUR ou de son représentant, les documents et communications seront transmis sous forme dématérialisée, sous un format standard (PDF, Word, Excel...).

8.3.10 Communications des télégestion/GTC

L'ACHETEUR prendra à sa charge les consommations téléphoniques et les frais de lignes nécessaires au fonctionnement des installations de télésurveillance/ télégestion/GTC si elles existent.

8.3.11 Etat des installations en fin de marché

Le TITULAIRE s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement. Notamment, les observations et préconisations des constructeurs des productions frigorifiques devront être traitées avant la fin de marché.

Le TITULAIRE doit remettre à l'ACHETEUR, 6 mois avant la fin de marché :

- L'ensemble des documents (notices techniques, DOE...) remis au démarrage du marché, complété des éventuelles mises à jour pendant l'exécution du marché,
- Les consignes émises par l'ACHETEUR pendant le marché,
- Les procédures de fonctionnement et les paramétrages des installations,
- Les bases de données à jour de l'outil GMAO dans un format électronique permettant son exploitation ultérieure,
- Les rapports de maintenance avec indication des pièces et consommables remplacés pendant la durée du marché,
- La mise à jour des inventaires des installations.

Un état des lieux contradictoires sera réalisé 6 mois avant la fin de marché.

8.3.12 Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

➤ Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée du marché.

➤ Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

➤ Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres

prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

➤ Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

➤ Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@grandest.cci.fr

➤ Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :
Lettre recommandée avec AR

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs

délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

➤ Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

➤ Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

➤ Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur (PLACE) est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

➤ Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

➤ Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

➤ Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,

- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

➤ Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

➤ Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES

9.1 CHAUFFAGE :

Dans le cas où la réparation ne pourrait s'effectuer dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou serait impossible, le titulaire prend à sa charge le remplacement du matériel défectueux. Ce remplacement peut être permanent ou provisoire en attendant la fin des réparations.

9.1.1 Retard ou interruption :

Si le chauffage des locaux était mis en route avec un retard de plus de 12 heures, ou si, au cours de la période effective de chauffage, la fourniture de chaleur était interrompue du fait du TITULAIRE pendant plus de 4 heures consécutives, ce retard ou cette interruption serait sanctionné par une pénalité d'un montant journalier égal à 1% de la valeur annuelle de la part équivalent P1 (en sortie PAC + chaufferie gaz dans la cadre d'une production mixte) du contrat, et avec un minimum de 1.500 Euros par jour.

Le montant total de la pénalité sera calculé pour un nombre entier de journées, étant convenu que le nombre d'heures consécutives de retard ou d'interruption est transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier le plus proche.

Les retards ou interruptions d'une durée, pris cas par cas, égale ou inférieure à 4 heures, seront totalisés en fin de saison de chauffage ; si le total obtenu est égal ou supérieur à 24 heures, une pénalité de même montant sera appliquée par tranche de 24 heures.

L'équivalent des consommations d'énergie non consommées sera déduit pour le calcul de l'intéressement.

9.1.2 Insuffisance au niveau température ambiante.

En tenant compte d'une tolérance de -0°C / + 1°C sur les conditions contractuelles à maintenir, la pénalité correspondant à une insuffisance sera égale à 20 % par °C d'écart, de celle définie au paragraphe 9.1.1.

Au-delà de 5° C d'écart, la pénalité applicable sera égale à 100% de celle correspondant à l'interruption de fourniture au niveau secondaire, pour l'installation concernée.

L'insuffisance sera mesurée avec :

- L'historique des enregistrements réalisé à l'aide des enregistreurs électroniques s'il y en a ou
- Une mesure avec un thermomètre étalonné réalisée par l'ACHETEUR ou
- Une mesure avec les sondes connectées à la GTC

9.2 EAU GLACEE :

9.2.1 Retard ou interruption :

Si dans les conditions définies, le rafraîchissement des locaux était mis en route avec un retard de plus de 12 heures ou si, au cours de la période effective de climatisation, la fourniture d'eau glacée était interrompue du fait du titulaire pendant plus de 4 heures consécutives, ce retard ou cette interruption serait sanctionné par une pénalité d'un montant journalier égal à 1% de la valeur annuelle de la part P1 du contrat avec un minimum de 1.500 € par site et par jour.

Le montant total de la pénalité sera calculé pour un nombre entier de journées, étant convenu que le nombre d'heures consécutives de retard ou d'interruption est transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier le plus proche.

Les retards ou interruptions d'une durée, pris cas par cas, égale ou inférieure à 4 heures, seront totalisés en fin d'exercice ; si le total obtenu est égal ou supérieur à 24 heures, une pénalité de même montant sera appliquée par tranche de 24 heures.

9.2.2 Insuffisance au niveau température ambiante.

En tenant compte d'une tolérance de -0 / -2° C sur les conditions contractuelles à maintenir, la pénalité correspondant à une insuffisance sera égale à 10 % par °C d'écart, de celle définie au paragraphe 5. ci-avant pour le secondaire concerné.

Au-delà de 5° C d'écart, la pénalité applicable sera égale à 100% de celle correspondant à l'interruption de fourniture au niveau secondaire, pour l'installation concernée.

Des relevés contradictoires de valeur et de durée de ces insuffisances seront réalisés en commun par l'ACHETEUR et le TITULAIRE, les appareils nécessaires étant fournis par ce dernier en quantité suffisante avec étalonnage et répartition conjointe par le TITULAIRE et les Services Techniques de l'ACHETEUR.

9.3 INSTALLATIONS AÉRAULIQUES :

Durant les périodes de fourniture contractuelle définies à l'article 14 du présent CCAP, les pénalités relatives aux installations aérauliques (chaud ou froid) sont confondues avec celles résultant des dispositions fixées aux paragraphes 9.1 et 9.2 ci-avant, pour les centrales de traitement d'air concernées par application de la puissance nominale des batteries chaudes ou froides.

Au niveau de l'interruption de fonctionnement des extracteurs d'air, la pénalité correspondante sera égale au tiers des pénalités relatives à l'installation complète concernée.

9.4 EAU CHAUDE SANITAIRE (ECS) :

9.4.1 Retard ou interruption :

Toute interruption enregistrée de la fourniture en dehors des périodes d'entretien excédant 24 heures consécutives sera sanctionnée par une pénalité journalière dont le montant est égal au tiers (1/3) de la pénalité prévue pour interruption du chauffage.

9.4.2 Insuffisance au niveau température de production

Tolérance de $\pm 5^{\circ}$ C sur les conditions contractuelles à maintenir, la pénalité correspondant à une insuffisance sera égale à 20 % par tranche de 5° C d'écart, de celle définie au paragraphe 9.2.1 ci-avant pour l'accumulateur concerné.

Au-delà de 15° C d'écart, la pénalité applicable sera égale à 100 % de celle correspondant à l'interruption de fourniture au niveau secondaire, pour l'accumulateur ECS concerné.

9.5 MIXITE PAC / GAZ :

Dans le cas où le TITULAIRE ne respecte pas la mixité minimale PAC/GAZ, M, fixée à la D.P.G.F., il pourra être appliqué une pénalité $P_{mixité}$ égale à :

$P_{mixité} = (M_{objectif} - M_{réelle}) \times \text{nombre MWh saison} \times (\text{prix unitaire MWh gaz} - \text{prix unitaire MWh pac})$

Le nombre de MWh saison sera calculé en prenant la totalité des MWh produit à partir de la PAC+ MWh produit à partir du gaz sur la période de référence chauffage plus eau chaude sanitaire.

Le prix unitaire MWh gaz sera calculé en prenant l'ensemble des coûts MWh gaz facturés sur l'exercice divisés par le nombre de MWh de chaleur produit par la production gaz sur l'exercice.

Le prix unitaire MWh pac sera calculé en prenant l'ensemble des coûts MWh pac facturés sur l'exercice divisés par le nombre de MWh de chaleur produit par la production pac sur l'exercice.

9.6 COP PAC :

Sans objet.

9.7 PRESTATIONS :

Maintenance/entretien :

Dans le cas de retard ou défaut d'entretien, la pénalité journalière sera de 200 € par défaut ou installation concernée.

Permanence Campus :

Dans le non-respect de l'obligation de présence définie à l'article 8.1 du C.C.T.P., la pénalité horaire sera de 100 € par heure d'absence et par site.

Contrôle obligatoire :

Absence de visite périodique obligatoire à la charge du TITULAIRE, et non-respect d'obligations réglementaires (contrôle du disconnecteur, du rendement des chaudières, etc.) : 300 € par semaine de retard et par installation concernée.

Livret de chaufferie :

Non tenue à jour du livret de chaufferie : 150 € par intervention non tracée

Carnet sanitaire :

Non tenue à jour du carnet sanitaire : 150 € par intervention non tracée

Traitement d'eau :

Non présence de sel dans les bacs d'adoucisseur ou de produit de conditionnement : 100 € par constat et par semaine.

Calorifuge :

Non reprise du calorifuge plus de 6 mois après l'intervention étant à l'origine du manque : 100 € par constat.

Entretien locaux techniques :

Absence d'entretien ou de nettoyage des locaux techniques, la pénalité hebdomadaire sera de 100 € par défaut et installation concernée.

Entretien d'été défini à l'article 8 du CCTP :

Défaut d'entretien d'été, la pénalité hebdomadaire sera de 50 € par défaut et installation concernée.

Non remise de document :

Il est prévu une pénalité égale à 100 € par semaine et par document pour retard dans la remise de document, certificat ou rapport prévu dans le présent marché.

Absence à une réunion :

En cas d'absence à une réunion définie à l'article 8 du présent CCAP, il est prévu une pénalité de 100 € par absence.

Copie de sauvegarde :

En fin de contrat, les fonctionnalités devront être conservées et les installations resteront la propriété de l'ACHETEUR. L'imagerie développée et l'ensemble des programmes, codes d'accès et codes sources à jour devront être transmis à l'ACHETEUR.

Une copie de sauvegarde à jour, sous le format exigé par l'acheteur, sera remise à chaque bilan annuel. 500€ par jour de retard

Dépassement du délai d'intervention : Intervention sur site au plus tard 4h après demande d'intervention par écrit ou appel téléphonique : 300€ par heure de retard

9.8 MISE EN DEMEURE :

Dans le cas de prestations non conformes, l'ACHETEUR mettra en demeure le TITULAIRE dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

9.9 PLAFONNEMENT DES PENALITES :

Les montants cumulés par site des pénalités du paragraphe 9.7 seront plafonnés à 35% des montants P2 totaux. Les pénalités 9.1 à 9.4 sont plafonnées à 20% de l'équivalent P1(PAC+GAZ). Les autres pénalités ne sont pas plafonnées.

9.10 MISE EN ŒUVRE :

Les pénalités ci-dessus sont en € hors taxes et viendront en déduction de la facturation suivant le constat.

9.11 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite au signalement par écrit d'un agent de contrôle mentionné à l'article L.8271-7 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au dispositif de lutte contre le travail dissimulé et après une mise en demeure restée sans effet, le titulaire encourt une pénalité de 10% du montant du contrat sans pour autant que le montant des pénalités n'excède celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Modalités d'application :

Conformément aux articles L.8222-6 et R.8222-3 du code du travail, l'injonction de faire cesser sans délai cette situation irrégulière est adressée au titulaire en lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à l'ACHETEUR et apporter la preuve qu'il a mis fin à cette situation délictuelle.

A défaut de correction de ces irrégularités signalées dans le délai de 15 jours, l'ACHETEUR appliquera la pénalité prévue au présent paragraphe et pourra résilier l'accord-cadre composite pour faute en application de l'article 32.1 a) du CCAG FCS, aux frais et risques de l'entrepreneur.

ARTICLE 10 – ENGAGEMENTS

L'ACHETEUR a la possibilité de suspendre partiellement ou en totalité le calcul de l'intéressement, temporairement ou définitivement, si l'équilibre économique n'était plus assuré.

10.1 MARCHE DE TYPE PFI

10.1.1 Détermination du NB

L'engagement porte sur la consommation globale de chaleur issue de la pompe à chaleur et de la chaufferie gaz naturel.

10.1.2 Calcul de l'intéressement

Au titre des marchés de type PFI on désigne par :

- ø 18 la base contractuelle de calcul des degrés-jours,
- ø NDJ(18) contractuel le nombre contractuel de degrés-jours de base 18
- ø NB la quantité de chaleur théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux, dans les conditions climatiques moyennes définies par NDJ(18) contractuel.

Pour chaque exercice annuel, les prestations de conduite et d'entretien courant sont réglées à prix global du site (P2) corrigé en fonction de l'écart (économie ou excès) entre les quantités de combustible NC et N'B définies comme suit :

- ø NC quantité de chaleur réellement utilisée pour le chauffage des locaux
- ø N'B quantité de chaleur théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de la saison considérée.

La quantité N'B est déterminée à partir de la consommation moyenne NB suivant la formule :

$$N'B = NB \times \left(\frac{\text{NDJ}(18) \text{ constaté}}{2748} \right)$$

dans laquelle NDJ(18) constaté est le nombre de degrés-jours de base 18, constaté pour la durée effective du chauffage à la station météorologique contractuelle.

La quantité de chaleur NC consommée pour le chauffage des locaux est prise égale à la quantité totale de chaleur consommée diminuée de la quantité de chaleur nécessaire au chauffage de l'eau chaude sanitaire. Cette dernière quantité est issue des relevés des compteurs de chaleur des circuits ECS quand ils existent où, dans les autres cas par le produit du nombre de mètres cube d'eau chaude sanitaire fournis (m) par la quantité de chaleur (q) théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide (y compris, s'il y a lieu, les pertes du réseau de distribution), avec :

- qecs chauffage rcu = 100 kWh / m3
- qecs chauffage gaz = 130 kWh PCS / m3
- qecs chauffage gaz avec solaire = 90 kWh PCS / m3

Si la quantité de combustible NC est inférieure à la consommation théorique N'B, le prix corrigé (P'2) est:

$$P'2 = P2 + \frac{2}{3} \left(\frac{N'B - NC}{N'B} \right) P2$$

Avec P2 = P2 global du site sur l'exercice

Cependant, si cette quantité NC est inférieure de plus de 20 % à la consommation théorique N'B, l'économie supplémentaire de consommation ne modifie pas la rémunération du TITULAIRE.

Si la quantité de combustible NC est supérieure à la consommation théorique N'B, le prix corrigé

$$P'2 = P2 - \frac{2}{3} \left(\frac{NC - N'B}{N'B} \right) P2$$

Avec P2 = P2 global du site sur l'exercice

Cependant, si cette quantité NC est supérieure de plus de 30 % à la consommation théorique N'B l'excès supplémentaire de consommation ne modifie pas la rémunération du titulaire.

10.1.3 Défaillance d'un compteur de chaleur pour le chauffage

En cas de défaillance d'un compteur de chaleur pour le chauffage, la quantité de chaleur facturée, pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédent la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée suivant la formule :

$$U = u' \text{ NDJ}(18) / N'DJ(18)$$

Où :

- ⇒ u est la quantité de chaleur facturée après correction
- ⇒ u est la quantité de chaleur fournie pendant au moins dix jours de régime établi après la mise en service du compteur révisé
- ⇒ NDJ(18) est le nombre de degrés-jours de base contractuelle 18 constaté à la station météorologique désignée contractuellement ou à défaut la plus proche pendant la période où le compteur a été défaillant
- ⇒ N'DJ(18) est le nombre de degrés-jours constaté dans les mêmes conditions, pendant la période de référence où a été fournie la quantité u'.

10.1.4 Défaillance d'un compteur de chaleur pour l'ECS

En cas de défaillance d'un compteur de chaleur pour la production ECS, la quantité de chaleur facturée, pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédent la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée en prenant le ratio qECS par le nombre de m3 ECS consommés. Le ratio qECS sera pris égale au nombre de MWh du circuit ECS concerné pour l'exercice précédent divisé par le nombre de m3 ECS consommés sur la même période.

ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations au DPGF et BPU.

Le marché comprend :

- Un prix forfaitaire pour la maintenance préventive
 - Relatif aux prestations et contrôles liés à la maintenance préventive par sites.
 - Relatif aux prestations ponctuelles éventuelles (assistance aux commissions de sécurité, visites spécifiques de prise en compte des nouveaux équipements, traçabilité des opérations et mise à jour de l'inventaire).
- Un prix unitaire pour la maintenance corrective

Ce prix concerne les prestations de maintenance corrective

NB : Une panne donnée nécessitant une intervention ne peut faire l'objet que d'une seule facturation au titre de la maintenance corrective, quel que soit le nombre d'interventions nécessaires à sa résolution. Ainsi, si une pièce manquante nécessite un retour en atelier ou un second déplacement, ceux-ci sont considérés comme faisant partie de la même prestation et ne peuvent donner lieu à une facturation additionnelle.

La détermination des prix se fait à l'aide des éléments suivants :

11.1. Poste P2 : Prestation de maintenance

P2/1 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de production thermiques pour chaque exercice annuel.

P2/2 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des sous-stations de chauffage et d'eau chaude sanitaire des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel.

P2/3 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations secondaires de chauffage et d'eau chaude sanitaire des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel.

P2/4 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de traitement d'eau de chauffage des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel

P2/5 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de production frigorifiques des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel.

P2/6 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des sous-stations froid des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel.

P2/7 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de distribution de froid des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel.

P2/8 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de traitement d'eau des réseaux eau glacée des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel

P2/9 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de ventilation des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel.

P2/10 : Prix global et forfaitaire des prestations de conduite sur le site Campus COLMAR.

11.2 Maintenance corrective à prix unitaire conformément au BPU.

ARTICLE 12 - REVISION DES PRIX DES PRESTATIONS

12.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCE (P2) :

Les prix P2 seront révisés annuellement en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \times \left(0,125 + 0,75 \frac{ICHT\ IME}{ICHT\ IME_0} + 0,125 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

dans laquelle :

- ⇒ P2 = nouveau prix de règlement de la redevance
- ⇒ P2₀ = prix initial de la redevance
- ⇒ ICHT IME = valeur de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue à la date de révision
- ⇒ ICHT IME₀ = valeur initiale de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue au 1^{er} jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.
- ⇒ FSD2 = valeur de l'indice de Frais et Services Divers 2 connue à la date de révision
- ⇒ FSD2₀ = valeur initiale de l'indice de Frais et Services Divers 2 connue au 1^{er} jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

12.2 Taux horaire h pour les prestations en régie (prestations complémentaires hors périmètre du marché)

Le taux horaire h sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire du contrat en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$h = h_0 \times \left(\frac{ICHT\ IME}{ICHT\ IME_0} \right)$$

dans laquelle :

- ⇒ h = nouveau taux horaire
- ⇒ h₀ = taux horaire initial

- ⇒ ICHT IME = valeur de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue à la date de révision,
- ⇒ ICHT IME₀ = valeur initiale de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue au 1^{er} jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

12.3 Seuil P2

Le seuil S "valeur limite P2" sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$S = S_0 \times \left(0,125 + 0,875 \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

dans laquelle :

- ⇒ S = nouveau seuil
- ⇒ S₀ = valeur initiale du seuil
- ⇒ BT40 = valeur de l'indice du chauffage central connue à la date de facturation,
- ⇒ BT40₀ = valeur initiale de l'indice du chauffage central connue au 1^{er} jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

12.4 CLAUSES DE SAUVEGARDE ET BUTOIR :

Toute modification, changement de taux ou de montant, suppression ou création de taxe, impôt ou redevance grevant directement ou indirectement le prix, sera immédiatement répercuté dans la facturation, soit en hausse, soit en baisse, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Lorsque l'application des formules P2 fait apparaître une variation de plus de 5% d'une année sur l'autre, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir, en tant que de besoin, une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques du marché de base.

Cet aménagement éventuel fera l'objet d'un avenant au présent accord-cadre composite.

Il en serait de même si la définition de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

Il sera émis des factures trimestrielles à M+3, M+6, M+9 et M+12, égales à 1/4 des montants P2 révisées définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation.

13.1 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 022 676 00196

- Numéro d'engagement juridique : 2025/AOO/04.01 pour le lot 1 / 2025/AOO/04.02 pour le lot 2.

➤ Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Suspension de délai

Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement du titulaire ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, elle peut suspendre le délai de paiement.

Il doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, toutes les raisons qui s'opposent au paiement. À compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert.

Afin de faciliter le déroulement de la procédure de règlement, le candidat est prié d'envoyer également sa facture scannée à l'adresse électronique défini à la notification.

13.2 T.V.A.

Le TITULAIRE devra appliquer le taux de T.V.A. adapté à la prestation et à l'activité du site.

Le taux de T.V.A. réduit devra être appliqué dès que les conditions le permettent et selon la législation en vigueur.

13.3 AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

➤ Conditions de versement et de remboursement

Pour la Tranche A : partie ordinaire

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, pour chaque période, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Pour la Tranche B : à bons de commande avec maximum

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

NB : Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

➤ Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE

La saison de chauffage correspond à la période pendant laquelle le prestataire est censé être en mesure de mettre en route le chauffage et d'assurer les prestations de confort dans les limites des garanties de température.

Saison de chauffage : du 1^{er} avril au 31 mars

Les exercices seront gérés en année à partir de la date de notification.

Bases météorologiques – méthode METEO France PRO : base de degrés jours 18° C

Stations météorologies de référence : Colmar et Mulhouse

Nombre de degrés jours de la période contractuelle de référence : 2.748 (moyenne trentenaire).

ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, complétées par les précisions suivantes :

- Si le TITULAIRE se montrait incapable d'assurer la fourniture pendant plus de huit jours consécutifs, l'ACHETEUR pourrait résilier le Marché.
- En cas d'arrêt prolongé de fourniture mis en évidence dans les conditions de l'article 9 du présent CCAP, l'ACHETEUR mettra le TITULAIRE en demeure d'y remédier.
- Si dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception d'une lettre recommandée, le TITULAIRE ne pouvait assurer une fourniture normale, l'ACHETEUR y pourvoirait aux frais et risques du TITULAIRE.

Si aucune solution ne pouvait être trouvée, l'ACHETEUR pourrait résilier le Marché.

Si le TITULAIRE ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances définies à l'article 16 ci-après, il rechercherait avec l'ACHETEUR toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et pour assurer la poursuite de l'exploitation.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le TITULAIRE percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

➤ Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE

Est considérée comme telle tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenable du point de vue technique ou financier, et en particulier les cas suivants : la guerre, les émeutes ou mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les coupures d'électricité ou de gaz, les grèves hormis celles du fait du TITULAIRE, les mesures gouvernementales ou administratives.

ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le TITULAIRE est tenu de préciser les montants des garanties suivantes, souscrites auprès d'une Compagnie notoirement solvable pour les risques de sa responsabilité civile, au-delà desquels l'ACHETEUR renonce à tout recours :

- dommages corporels,
- dommages matériels,
- dommages immatériels consécutifs.

Eu égard à l'importance des installations confiées, le montant minimum sera de :

- 3 millions d'euros pour les dommages corporels, consécutifs ou non et par sinistre,
- 3 millions d'euros pour les dommages matériels et immatériels consécutifs ou non et par sinistre.

Les dommages résultant des causes suivantes sont exclus de la responsabilité du TITULAIRE et ne feront pas l'objet des pénalités définies à l'article 9 du présent CCAP :

- fait d'un tiers ou de l'ACHETEUR lui-même,
- vices cachés des installations,
- cas énumérés à l'article 16 ci-avant,
- température extérieure inférieure à la température minimale de base (article 5 du C.C.T.P.),
- dommages atteignant les installations et non imputables au TITULAIRE.

Dès que la date de validité est dépassée, le TITULAIRE transmettra à l'ACHETEUR une nouvelle attestation d'assurance.

ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE

18.1. Le TITULAIRE doit prendre, sur l'ensemble des chantiers, toutes les mesures d'ordre et de sécurité, propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le décret du 20 février 1992 (J.O. du 22 février 1992) ainsi que la circulaire prise en application de ce décret, en date du 18 mars 1993, sont applicables au présent accord-cadre composite.

Le TITULAIRE assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Le TITULAIRE doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du TITULAIRE.

18.2 En cas d'inobservation par le TITULAIRE des prescriptions d'hygiène et de sécurité, et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, l'ACHETEUR peut prendre aux frais du TITULAIRE les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou de l'ACHETEUR ne dégage pas la responsabilité du TITULAIRE.

18.3 Tous les renseignements relatifs à la situation des chantiers, par exemple :

- voies d'accès, aires de stationnement,
- emplacements pour ateliers, dépôts de matériaux,

seront communiqués par l'ACHETEUR, avant le début des travaux.

18.4 Etablissement du plan d'hygiène et de sécurité et du plan de prévention :

Le Titulaire proposera une rédaction d'un plan de prévention à l'ACHETEUR **dans le mois** qui suit la prise en charge du contrat.

18.5 EPI et moyens spécifiques

Le Titulaire mettra à disposition des intervenants les EPI, les équipements spécifiques de protection et les moyens d'accès aux équipements (nacelle, échafaudage...)

18.6 Plan de prévention des livraisons

Le TITULAIRE rédigera également un plan de prévention pour les livraisons de matériel et veillera à la sécurité des livraisons.

18.7 Mise en danger des intervenants

Si un accès rend les interventions de maintenance impossible dans des conditions normales de sécurité, le TITULAIRE averti, dans un délai d'une semaine suivant le constat, l'ACHETEUR. Si aucun aménagement n'est trouvé ou que la mise en place d'un aménagement est difficile à mettre en œuvre rapidement, un avoir sur la prestation P2 non réalisée est calculé et déduit de la facturation suivante.

18.8 Amiante :

Les bâtiments dans lesquels le TITULAIRE intervient sont susceptibles de contenir des matériaux amiantés.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier et des occupants de l'immeuble :

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le TITULAIRE est susceptible d'exécuter des travaux en sous-section 3 (opération de retrait ou d'encapsulage de matériaux amiantés) et en sous-section 4 (intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante). Ces travaux devront donc être effectués par du personnel formé, qualifié et habilité pour ce type d'intervention. S'il ne dispose pas des qualifications et agréments nécessaires, le TITULAIRE devra faire appel à un sous-traitant qui en dispose.

En cas de travaux sur ou à proximité de Matériaux Contenant de l'Amiante, le TITULAIRE doit s'assurer du respect des règles en matière d'information des occupants de l'immeuble traité et mettre en place les consignes de sécurité requises pour de tels travaux. Il en va

également de sa responsabilité quant au respect des règles relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

En conséquence, dans le cadre de la préparation et de l'exécution des travaux, le TITULAIRE doit prendre toutes les dispositions pour respecter la réglementation en vigueur en matière d'amiante, notamment au regard :

- du code du travail (article R.4412-114 et article R.4412-139),
- du code de la santé publique se rapportant aux travaux en présence d'amiante,
- de l'arrêté du 23 février 2012 fixant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Le personnel du TITULAIRE ou de son sous-traitant intervenant sur ou à proximité de matériaux amiantés doit donc être juridiquement autorisé à travailler au contact de matériaux potentiellement amiantés et par conséquent avoir reçu au préalable une formation adaptée dont les modalités sont fixées par la législation en vigueur et qui porte notamment sur :

- les produits et dispositifs susceptibles de contenir de l'amiante,
- les modalités de travail recommandées,
- le rôle et l'utilisation des équipements de protection collectifs et individuels.

Dans le cas où des matériaux et/ou produits contenant de l'amiante venaient à être générés dans le cadre du présent marché, ils devront être transportés et éliminés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Travaux en sous-section 4 :

Les interventions du Titulaire et de son sous-traitant sont incluses dans les prix P2 du marché.

Travaux en sous-section 3 :

L'ensemble des prestations et démarches (notamment l'établissement du plan de retrait et le suivi de son instruction) nécessaires à l'exécution pleine et entière des travaux dans le respect de la réglementation, sont à la charge de l'ACHETEUR.

Dossier technique amiante :

Le dossier technique « Amiante » qui contient les résultats des recherches et contrôles de l'ACHETEUR a effectué conformément aux dispositions réglementaires sera consultable aux bureaux de l'ACHETEUR.

18.9 Gestion de crise :

Dans les 2 mois après la prise d'effet du marché, le TITULAIRE rédigera un plan de crise pour faire face à d'éventuelles difficultés :

- interruption de fourniture d'énergie,
- rupture partielle ou complète d'équipement,
- grèves,
- températures inférieures ou supérieures aux bases,
- défaillance des outils de communication,
- panne informatique,
- défaillance de la GTC,
- ...

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

19.1 RECOURS :

Dans un délai de trois mois suivant la prise d'effet du Marché de maintenance, le TITULAIRE sera tenu de signaler à l'ACHETEUR les difficultés rencontrées risquant de mettre en cause l'exploitation des installations confiées à ses soins.

Passé ce délai, l'ACHETEUR délègue au TITULAIRE tout droit de recours qu'il peut détenir à l'encontre des fournisseurs ou installateurs des ouvrages exploités.

19.2 CONTESTATIONS :

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 20 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Objet de la dérogation introduite
4.1	2	Pièces constitutives du marché
11.4	12	Intégration de l'effet des variations de prix dans les demandes de paiement
14.1	9	Montant des pénalités pour retard, absence, manquement d'exécution
14.1.3	9	Seuil de recouvrement des pénalités